



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 avril 2025
(Convocation du 16 avril 2025)

Aujourd'hui, le 23 avril 2025 à 15h30, le collège membres fondateurs dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	20 20
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	11 11
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	11 11
Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0

Étaient présents :

Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Nathalie Barrouillet, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Avenant au contrat de délégation de service public de gestion des ouvrages de réalimentation - Intégration d'aides financières au soutien d'étiage et au déploiement des compteurs communicants et modifications des annexes de convention de service de restitution d'eau brute

Exposé des motifs :

Le président rappelle que, par délibération en date du 30 novembre 2023, le comité syndical a approuvé la signature de la concession de service public de type affermage relative à l'exploitation de ses réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes) sur les sous-bassins de l'Adour moyen et ses affluents rive gauche du Louet aux Luys (incluant les sous-bassins du Louet, des Léés, du Bahus, du Gabas, du Louts et des Luys), des sous-bassins Midour-Douze, du sous-bassin du Bouès et du sous-bassin de l'Arros-Estéous. Ce contrat incluant des investissements importants, notamment liés à la généralisation des compteurs communicants, la durée d'exploitation a été fixée à dix ans, soit de 2024 à 2033.

Il rappelle ensuite que dans un souci d'équité tarifaire entre irrigants au sein du sous-bassins de l'Adour, une stratégie de convergence tarifaire a été adoptée lors des derniers renouvellements de concession.

Au-delà, il précise que depuis plus de trois ans, ce même combat d'équité tarifaire a été porté au niveau du comité de bassin afin d'atténuer les différences entre les bassins en Adour Garonne et prendre en compte la contribution des systèmes de soutien d'étiage multi-usages à la tenue des DOE.

C'est ce que viennent de valider les services de l'État, au travers de la reconnaissance de la réalimentation et du soutien d'étiage en tant que contributif à la notion de service non économique d'intérêt général (SNEIG), ce qui se traduit dans le 12^{ème} plan de l'agence de l'eau Adour-Garonne au travers de la mise en place d'une aide financière au soutien d'étiage.

En raison notamment de cette intervention demandée de longue date par l'EPTB Adour, aux côtés des autres gestionnaires et avec le soutien du comité de bassin et de l'agence de l'eau Adour-Garonne, il convient maintenant de procéder à une modification du contrat de concession afin d'intégrer le principe d'une aide qui aura pour effet de prendre en compte une partie des coûts liés à la gestion de la réalimentation multi-usages et ainsi atténuer la participation des préleveurs.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte les subventions de l'Agence de l'eau (appel à projet « économie et efficience de l'eau en agriculture ») pour le déploiement des compteurs et modules communicants et de modifier les modalités tarifaires applicables pour la location des compteurs déployés sur la durée de la concession.

Vu l'article L.1121-3 du code de la commande publique,

Vu l'article L.1411-6 du code général des collectivités locales,

Vu les délibérations n°2023_CMF_13 en date du 30 novembre 2023 et n°2023_CS_35 en date du 30 novembre 2023, par lesquelles le comité syndical a approuvé la signature de la concession de service public de type affermage relative à l'exploitation de ses réservoirs de soutien d'étiage (et leurs ouvrages annexes) pour la durée de dix ans,

Considérant que les ajustements contractuels sont fondés sur l'intérêt général et ne modifient aucunement l'équilibre économique du contrat,

Considérant que les modifications découlent de circonstances imprévues, notamment en lien avec les modalités d'interventions financières de l'Agence de l'eau au titre du 12^{ème} programme, nécessitant des prestations devenues nécessaires,

Considérant que les modifications ne concernent pas les clauses financières entre le concédant et le concessionnaire mais uniquement les clauses tarifaires du service,

LE COLLEGE MEMBRES FONDATEURS

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Article 1

- d'approuver la signature de l'avenant n°1 et son annexe au contrat de maintenance et d'exploitation des équipements gestion de l'eau et des facturations pour les campagnes 2024 à 2033 tels qu'annexés à la présente délibération, sans incidence financière sur la rémunération du concessionnaire,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 23 avril 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**RIVES &
EAUX**
DU SUD-OUEST

POUR UN
PARTAGE
DURABLE
DE L'EAU

AVENANT N°1 A LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES RESERVOIRS SUR LES SOUS-BASSINS DE L'ADOUR MOYEN ET SES AFFLUENTS RIVE GAUCHE DU LOUET AUX LUYs, MIDOUR ET DOUZE, ARROS ET BOUES

Juillet 2025

Rives & Eaux du Sud-Ouest

Société Anonyme d'Economie Mixte
Siège social : Chemin de Lalette,
CS 50449, 65004 TARBES Cedex

Capital : 26 297 900,20 €
592 780 233 RCS Tarbes
SIRET 592 780 233 00017
TVA intracommunautaire : FR38592780233
Code APE 3600Z

Contacts :

Tél. : 05 62 51 71 49
Email : contact@riveseteaux.fr
www.riveseteaux.fr



Entre les soussigné(e)s,

L'Institution Adour, dont le siège social est situé 970 allée Jean d'Arcet - 40280 Haut-Mauco, représentée par son Président Paul CARRERE agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du comité syndical n°2023-CS-35 en date du 23 avril 2025.

Ci-après dénommé(e) « **l'Institution Adour** » ou « **Concédant** »

d'une part,

Et

Rives & Eaux du Sud-Ouest, société anonyme d'économie mixte, au capital de 26 297 900,20 €, dont le siège social est situé chemin de Lalette, CS 50449, 65004 TARBES cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tarbes sous le numéro B 592 780 233, représentée par M. Willy LUIS, son Directeur général en vertu d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 20 mai 2021 et renouvelé par délibération du Conseil d'Administration du 26 janvier 2023.

Ci-après dénommée « **Rives & Eaux du Sud-Ouest** » ou « **le Concessionnaire** »

d'autre part.

Ensemble ci-après dénommé(e)s « **les parties** »

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Les modifications énoncées au présent avenant ne constituent pas des modifications substantielles au contrat initial de concession. Elles ne modifient ni la durée, ni l'équilibre économique ni les principes de tarification de la concession initiale. Ces modifications ne concernent que des éléments de forme et des précisions.

La première précision est relative à l'intégration, à compter de 2025 de l'aide financière instaurée au 12ème programme de l'agence de l'eau Adour-Garonne et visant à prendre en charge, au titre du principe de service non économique d'intérêt général, une partie des coûts de la gestion des ouvrages de réalimentation multi-usages participant au soutien des débits et contribuant à la satisfaction des DOE aux points nodaux du SDAGE.

La deuxième modification est relative à l'intégration d'une aide financière de l'agence de l'eau Adour-Garonne sur une partie des investissements contribuant à l'amélioration de la gestion (compteurs communicants et stations hydrométriques), tel que prévus au contrat. Cette aide vient en atténuation des coûts de location initialement inscrits à la concession.

Un troisième volet de précisions concerne l'insertion dans le contrat de concession des tableaux de progressivité des tarifs prévue sur 5 ans sur les sous-bassins Arros amont, Arros aval et Estéous, tels qu'ils ont été pris en compte pour calculer l'équilibre économique global du contrat et présentés lors de différentes réunions avec les usagers ou leurs représentants. Comme annoncé lors de ces réunions et pour lever toute source d'incompréhension quant au contenu des conventions de restitution signées entre le concessionnaire et les souscripteurs, il a été décidé de modifier les conditions générales et particulières des dites conventions pour les fusionner en un seul document, la « convention de service » (Annexe 2 au contrat CSP) en intégrant la progressivité tarifaire des sous-bassins ci-dessus et préciser les conditions de location et de révision annuelle tarifaire des compteurs communicants.

Ainsi, le présent avenant permet d'apporter les modifications nécessaires à ces conventions pour une plus grande transparence et une meilleure information des usagers.

Enfin, de manière complémentaire, cet avenant permet d'acter le changement de dénomination sociale du Concessionnaire. Le contrat a en effet été conclu par la « Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) » qui, par assemblée générale en date du 18 juin 2024, est devenue « Rives & Eaux du Sud-Ouest ». Ce changement ne concerne que la dénomination sociale et n'entraîne aucun changement de personnalité morale.

L'ensemble de ces modifications sont justifiées au titre des articles L.3135-1 et R3135-5 du Code de la commande publique.

Il a ainsi été convenu et arrêté ce qui suit :



ARTICLE 1. OBJET

Le présent avenant a pour objet :

1. De prendre en compte l'aide instaurée par l'Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG) pour soutenir les débits à vocation de satisfaire les débits d'objectifs d'étiage aux points nodaux du SDAGE Adour Garonne et prévoir les modalités d'intégration dans la facturation du service aux souscripteurs ;
2. D'ajuster la tarification des compteurs suite à l'inventaire et l'obtention d'une subvention d'équipement de l'Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG) ;
3. D'actualiser le calendrier, et le programme de déploiement des compteurs communicants, des stations hydrométriques et des stations pluviométriques ;
4. De compléter la grille tarifaire des sous-bassins pour détailler la progressivité annuelle de la convergence tarifaire de l'Arros (amont et aval) et de l'Estéous ;
5. De modifier la forme des conventions de restitution signées entre le concessionnaire et les souscripteurs et fusionner les conditions générales et conditions particulières en un seul document dénommé : convention de service.

Le présent avenant ayant pour seul objet de modifier les éléments nommés au présent article, il ne saurait valoir renonciation de la part de Rives & Eaux du Sud-Ouest à demander une prise en compte des conséquences des aléas rencontrés durant l'exécution du contrat.



ARTICLE 2. SUBVENTION POUR SOUTIEN D'ÉTIAGE

Suite aux travaux et réflexions menées depuis plus de 4 ans au niveau du comité de bassin Adour-Garonne pour définir un nouveau modèle économique du soutien d'étiage, il est précisé que l'Agence de l'eau est susceptible de verser une subvention à l'EPTB. Cette dernière a pour objet de participer au coût de gestion des ouvrages, au titre d'un service non économique d'intérêt général apporté par les systèmes de réalimentation des cours d'eau à partir d'ouvrages en propre ou de mobilisation de stocks.

Le cas échéant, l'Autorité Concédante et le Concessionnaire se réuniront dans les meilleurs délais pour préciser les modalités d'application de ladite subvention. Ce paragraphe constitue une clause de réexamen au sens de l'article R3135-1 du Code de la commande publique. A la suite de la réunion, les Parties formaliseront, par voie d'avenant, la répercussion de la subvention sur le coût facturé en atténuation du prix de vente auprès des usagers. Dans le cas du versement de toute ou partie de la subvention, l'Autorité Concédante **demandera au concessionnaire de répercuter cette aide en la faisant apparaître de manière explicite dans la facturation annuelle en atténuation du montant de la redevance contractuelle due par les souscripteurs.**

Etant rappelé que l'économie générale de la concession reste inchangée.

ARTICLE 3. SUBVENTION POUR L'EQUIPEMENT DE DISPOSITIFS D'AMÉLIORATION DE LA GESTION

Dans le cadre d'un appel à projets « Economie et efficience de l'eau en agriculture », l'Agence de l'Eau Adour-Garonne a retenu le dossier de demande de financement déposé par Rives & Eaux du Sud-Ouest pour le compte de son concédant l'Institution-Adour, et a attribué une aide pour le déploiement d'équipements permettant d'améliorer l'efficience de gestion des volumes stockés dans les réservoirs de soutien d'étiage. Ainsi sont subventionnées les parties communicantes des compteurs et les stations hydrométriques qui vont être installées en amont de certains réservoirs.

Cette aide va permettre d'affiner et de présenter des nouveaux tarifs de location - correspondant au lissage sur neuf (9) années des coûts d'acquisition résiduels hors subvention :

- Diamètre inférieur ou égale au diamètre 65 : 65 UT ;
- Diamètres 80 et 100 : 75 UT ;
- Diamètre supérieur à 100 : 95 UT.
- Tarif de la transmission et communication : 20 UT.

ARTICLE 4. MODIFICATION D’OUTILS ET D’AMENAGEMENT POUR AMELIORER LA GESTION

4.1. DEPLOIEMENT DES COMPTEURS COMMUNICANTS

Dans le cadre du programme d’installation des compteurs communicants, une phase d’explication avec les irrigants a généré en 2024 un décalage dans la mise en œuvre du calendrier, complété par des difficultés techniques identifiées lors de l’inventaire réalisé sur un échantillon de structures collectives en début de programme. Ainsi, l’article 30.2 de la concession doit être modifié pour prendre en compte ces changements. Les changements résultent du Concédant, l’application des pénalités antérieures à cet avenant concernant le déploiement des compteurs communicants ne peuvent trouver à s’appliquer.

Le tableau de l’article 30.2 est modifié en suivant :

Calendrier théorique initial Agence de l’eau pour preuve bon fonctionnement		Calendrier Institution Adour contrat CSP 2024 – 2033 – demande minimale		Calendrier Rives et Eaux	
volume autorisation (A) de l’exploitation	avant saison basses eaux	volume autorisation (A) de l’exploitation	avant saison basses eaux	Catégorie et nombre de compteurs	Avant la campagne
A > 30 000 m³	2023	A > 30 000 m³	2024	Télétransmission de 10 ASA ayant un débitmètre + 80 compteurs parmi les clients individuels	2024
15 000 < A < 30 000	2024	15 000 < A < 30 000	2025	Télétransmission de 70% des ASA ayant un débitmètre + 400 compteurs parmi les clients individuels	2025
A < 15 000 m³	2025	A < 15 000 m³	2026	100% du parc collectif ou individuel	2026

Les pénalités prévues à l’article 45 (rubrique18-a) ne s’appliquent pas avant signature du présent avenant pour non-respect du calendrier suite à la décision de l’autorité concédante.

4.2. DEPLOIEMENT DES DISPOSITIFS DE MESURE DES DEBITS ENTRANTS

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de concession, suite à l’inventaire réalisé pour la mise en place de ces dispositifs, une nouvelle priorisation est nécessaire avec un nouveau calendrier. Ainsi,



l'article 30.3 de la concession doit être modifié pour prendre en compte ces changements. Les changements résultent du Concédant, l'application des pénalités antérieures à cet avenant concernant le déploiement des compteurs communicants ne peuvent trouver à s'appliquer.

Le tableau de l'article 30.3 est modifié en suivant :

Réservoir	Cours d'eau entrant	Priorité (mise en service avant la campagne...)
Gabas	Gabas	1 – 2026
Gabas	Goua de Michou	1 – 2026
Balaing	Balaing	1 – 2026
Louet	Carbouère	1 – 2026
Cassagnaou	Cassagnaou	1 - 2026
Saint Jean	Douze	2 - 2027
Tailluret	Loumné	2 - 2027
Miramont	Bahus	2 - 2027
Ayguelongue	Ayguelongue	2 - 2027
Hagetmau	Agès	2 - 2027
Bourgès	Riberette	3
Lapeyrie*	Reillon	3
Maribot*	Maribot	3
Charros	Charros	3
Arthez	Hartaou	3
Lourden	Lourden	3
Coudures	Estéla	3
Tillac	Ginot	3
Renung	Buros	3
Fargues	Labourdas	3
Hagetmau	La Grabe	3

Les pénalités prévues à l'article 45 (rubrique19) ne s'appliquent pas avant signature du présent avenant pour non-respect du calendrier suite à la décision de l'autorité concédante.



4.3. DEPLOIEMENT DES PLUVIOMETRES

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de concession, suite à l'inventaire réalisé pour la mise en place de ces dispositifs, une nouvelle priorisation est nécessaire avec un nouveau calendrier. Ainsi, l'article 30.4 de la concession doit être modifié pour prendre en compte ces changements. Les changements résultent du Concédant, l'application des pénalités antérieures à cet avenant concernant le non-déploiement des pluviomètres ne peuvent trouver à s'appliquer.

Le tableau de l'article 30.4 est modifié en suivant :

Réservoir	Priorité (mise en service avant la campagne...)	
Lapeyrie	Equipements existants à expertiser	
Charros		
Hagetmau		
Gabas		
Maribot		2026
Saint Jean	2025	
Tailluret		2026
Arrêt-Darré	2025	
Gabas	2025	
Miramont	2025	
Coudures		2026
Louet		2026
Balaing	2025	
Ayguelongue		2026
Tillac		2026
Lourden	2025	
Renung	2025	
Fargues	Déjà équipé dans le cadre des travaux 2022	

Les pénalités prévues à l'article 45 (rubrique20) ne s'appliquent pas avant signature du présent avenant pour non-respect du calendrier suite à la décision de l'autorité concédante.

ARTICLE 5. FUSION DES CONDITIONS GENERALES ET CONDITIONS PARTICULIERES DE LA CONVENTION DE RESTITUTION (ANNEXE 2 A LA CSP) REMPLACE PAR LA CONVENTION DE SERVICE

L'annexe 2 de la concession : Modèle de convention de restitution est supprimée. Elle est remplacée par le Modèle de Convention de service.

La convention de service regroupe en un seul document les précédentes conditions générales et les conditions particulières.



Le terme de « convention de restitution » est remplacé par « convention de service » dans l'ensemble du contrat de concession de service public régissant les relations entre le concédant, le concessionnaire et les usagers souscripteurs.

La convention de service, établie en conformité avec les dispositions du contrat de service public, fixe les conditions techniques et financières, selon lesquelles la mise à disposition de l'eau et les autres prestations liées à celle-ci sont accordées aux préleveurs.

Toute contestation, portant sur la fusion des conditions générales et particulières, de la convention de service par un usager sera portée à connaissance de l'Autorité Concédante afin d'y apporter une réponse. Rives & Eaux du Sud-Ouest ne pourra pas être responsable en cas de contestation pour ce motif.

Un exemplaire de **la convention de service** se trouve annexé au présent avenant.

ARTICLE 6. MODIFICATION DE L'ARTICLE 19.1 DE LA CONCESSION

L'objet de cet article permet d'afficher une plus grande transparence pour les usagers préleveurs et de sécuriser le lien contractuel afin d'éviter toute incompréhension et donc toute contestation.

L'objet des modifications concerne le paragraphe 2 de l'article 19.1 :

« La convention de service, établie en conformité avec les dispositions du présent contrat, fixe les conditions techniques et financières, selon lesquelles la mise à disposition de l'eau et les autres prestations liées à celle-ci sont accordées aux usagers préleveurs (Cf. structure et montants de la redevance définis à l'article 31).

Les clauses de la convention sont applicables à tous les usagers d'un même bassin et précisent les conditions relatives à chaque usager souscripteur. Elles mentionnent clairement les quantités souscrites maximales en volume et débit, avec une référence à une surface équivalente pour application de la redevance. Ces quantités devront être respectées par l'utilisateur, sous peine de sanctions en annexe 2 du présent contrat.

Les clauses de la convention de service-mise à disposition d'eau brute ont valeur contractuelle pour le concessionnaire »

Le paragraphe précédemment cité de l'article 19.1 est modifié comme suit :

La convention de service-mise à disposition d'eau brute, établie en conformité avec les dispositions du présent contrat, fixe les conditions techniques et financières, selon lesquelles la mise à disposition de



*l'eau et les autres prestations liées à celle-ci sont accordées aux usagers préleveurs (Cf. structure et montants **des** redevances définis à l'article 31).*

Les clauses de la convention de service sont applicables à tous les usagers d'un même bassin et précisent les conditions relatives à chaque usager souscripteur. Elles mentionnent clairement les quantités souscrites maximales en volume et débit, avec une référence à une surface équivalente pour application de la redevance. Ces quantités devront être respectées par l'utilisateur, sous peine de sanctions en annexe 2 du présent contrat.

La convention de service a valeur contractuelle pour le concessionnaire. »

L'objet des modifications concerne le paragraphe 6 de l'article 19.1 :

§6 « En cas de modification des clauses générales de la convention de restitution, un avenant est transmis, pour signature, par le concessionnaire à l'utilisateur préleveur par notification spécifique, ou accompagne la première facture suivant la modification. En cas de modification des clauses particulières de la convention de restitution, un nouvel exemplaire de celles-ci est transmis, pour signature, par le concessionnaire à l'utilisateur préleveur par notification spécifique. En cas de modification des clauses générales, l'autorité concédante sera préalablement avertie par courrier pour information et pour validation de sa part sous un délai d'un (1) mois ».

Le paragraphe précédemment cité de l'article 19.1 est modifié comme suit :

*§6 « **En cas de modification des conditions de la convention de service**, un avenant est transmis, pour signature, par le Concessionnaire à l'utilisateur préleveur par notification spécifique, ou accompagne la première facture suivant la modification. ».*



ARTICLE 7. MODIFICATION DE L'ARTICLE 31 DE LA CONCESSION

L'objet des modifications concerne spécifiquement l'article 31.1 du contrat, celui-ci précise. En effet, il existe une confusion entre les termes utilisés qui définissant le tarif et ses composantes. Ainsi, il est proposé de clarifier le tarif avec les modifications ci-dessous.

L'objet des modifications porte sur l'article 31.1 du contrat qui stipule :

« Selon ces principes, le candidat proposera des tarifs prévisionnels pour la durée du présent contrat ainsi que les modalités de calcul du(des) tarif(s) – terme(s) fixe(s) et terme(s) proportionnel(s) et de sa formule d'actualisation dans la grille tarifaire en annexe 5 du présent contrat, par ouvrage et par type d'usage préleveur.

Les périodes de facturation de la redevance par usage sont précisées dans l'annexe 5.

➤ **Redevances proposées pour l'usage irrigation**

La redevance due par les préleveurs irrigants est établie selon un tarif binomial comprenant une part fixe forfaitaire à laquelle s'ajoute une part variable :

[Structure à proposer par candidat, rappel de la trame antérieure en gris]

- *pour le sous-bassin Adour et affluents rive gauche :*
 - *un 1^{er} terme fixe forfaitaire, proportionnel à la surface souscrite, exprimé en UT/ha, soit 36 UT/ha (tarif 2024)*
 - *un 2^{ème} terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m³/ha, soit 0.013 UT/m³/ha*
 - *un terme proportionnel 1 (part variable 1 ou proportionnelle 1) appliqué à tous les m³ consommés par l'utilisateur entre le 1^{er} mètre-cube jusqu'à 60% de sa consommation unitaire (quota en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,013 UT/m³/ha*
 - *un terme proportionnel 2 (part variable 2 ou proportionnelle 2) appliqué à tous les m³ consommés par l'utilisateur au-delà de la consommation unitaire de 60% de son quota (en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,025 UT/m³/ha*
 - *majoration (= pénalités) de 0,20 UT/m³ pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;*
- *pour le sous-bassin Midour et Douze :*
 - *un terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m³/ha, soit 0,029 UT/m³/ha*
 - *un terme proportionnel 1 (part variable 1 ou proportionnelle 1) appliqué à tous les m³ consommés par l'utilisateur entre le 1^{er} mètre-cube jusqu'à 60% de sa consommation unitaire (quota en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,013 UT/m³/ha*
 - *un terme proportionnel 2 (part variable 2 ou proportionnelle 2) appliqué à tous les m³ consommés par l'utilisateur au-delà de la consommation unitaire de 60% de son quota (en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,025 UT/m³/ha*
 - *majoration (= pénalités) de 0,20 UT/m³ pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;*



- pour le sous-bassin Arros-Estéous :

- un 1^{er} terme fixe forfaitaire, proportionnel à la surface souscrite, exprimé en UT/ha, soit 36 UT/ha (tarif 2024)
- un 2^{ème} terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m³/ha, soit 0,013 UT/m³/ha
- un terme proportionnel 1 (part variable 1 ou proportionnelle 1) appliqué à tous les m³ consommés par l'utilisateur entre le 1^{er} mètre-cube jusqu'à 60% de sa consommation unitaire (quota en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,013 UT/m³/ha
- un terme proportionnel 2 (part variable 2 ou proportionnelle 2) appliqué à tous les m³ consommés par l'utilisateur au-delà de la consommation unitaire de 60% de son quota (en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,025 UT/m³/ha
- majoration (= pénalités) de 0,20 UT/m³ pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;

Une progressivité de l'augmentation des tarifs est instituée sur 5 ans, selon le tableau suivant :

En UT	2024	2025	2026	2027	2028 et ultérieur
Terme fixe forfaitaire	33,9184	34,4388	34,9592	35,4796	36,0000
Terme fixe proportionnel	0,0026	0,0052	0,0078	0,0104	0,0130
Part proportionnelle 1	0,0026	0,0052	0,0078	0,0104	0,0130
Part proportionnelle 2	0,0050	0,0100	0,0150	0,0200	0,0250
Majoration pour dépassement	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000

. »

Le paragraphe précédemment cité est remplacé par :

« Selon ces principes, le candidat proposera des tarifs prévisionnels pour la durée du présent contrat ainsi que les modalités de calcul du(des) tarif(s) – **redevance** (s) fixe(s) et **redevance**(s) **variable**(s) et de sa formule d'actualisation dans la grille tarifaire en annexe 5 du présent contrat, par ouvrage et par type d'usage préleveur.

Les périodes de facturation **des redevances** par usage sont précisées dans l'annexe 5.

➤ **Redevances proposées pour l'usage irrigation**

La redevance due par les préleveurs irrigants est établie selon un tarif binomial comprenant une **redevance** fixe forfaitaire à laquelle s'ajoute une **redevance** variable :

[Structure à proposer par candidat, rappel de la trame antérieure en gris]

- pour le sous-bassin Adour et affluents rive gauche :

- **Une part fixe composée de :**
 - un 1^{er} terme fixe forfaitaire, proportionnel à la surface souscrite, exprimé en UT/ha, soit 36 UT/ha (tarif 2024)



- un 2^{ème} terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m³/ha, soit 0.013 UT/m³/ha
- **De parts variables composées de :**
 - **une tranche 1** appliquée à tous les m³ consommés par l'utilisateur entre le 1^{er} mètre-cube jusqu'à 60% du quota unitaire (quota en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,013 UT/m³
 - **une tranche 2** appliquée à tous les m³ consommés par l'utilisateur au-delà du quota unitaire de 60% de son quota (en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,025 UT/m³
 - **une tranche 3** (= pénalités) de 0,20 UT/m³ pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;
- pour le sous-bassin Midour et Douze :
 - **Une part fixe composée de :**
 - un terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m³, soit 0.029 UT/m³
 - **De parts variables composées de :**
 - **une tranche 1** appliquée à tous les m³ consommés par l'utilisateur entre le 1^{er} mètre-cube jusqu'à 60% du quota unitaire (quota en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0.013 UT/m³
 - **une tranche 2** appliquée à tous les m³ consommés par l'utilisateur au-delà du quota unitaire de 60% de son quota (en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0.025 UT/m³
 - **une tranche 3** (= pénalités) de 0,20 UT/m³ pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;
- pour le sous-bassin Arros - Estéous :
 - **Une part fixe composée de :**
 - un 1^{er} terme fixe forfaitaire, proportionnel à la surface souscrite, exprimé en UT/ha, soit 36 UT/ha (tarif 2028 et ultérieur)
 - un 2^{ème} terme fixe proportionnel au quota souscrit, exprimé en UT/m³/ha, soit 0.013 UT/m³/ha (tarif 2028 et ultérieur)
 - **De parts variables composées de :**
 - **une tranche 1** appliquée à tous les m³ consommés par l'utilisateur entre le 1^{er} mètre-cube jusqu'à 60% du quota unitaire (quota en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,013 UT/m³ (tarif 2028 et ultérieur)
 - **une tranche 2** appliquée à tous les m³ consommés par l'utilisateur au-delà du quota unitaire de 60% de son quota (en m³/ha) ; ce terme proportionnel est exprimé en unité tarifaire « UT » par m³, soit 0,025 UT/m³ (tarif 2028 et ultérieur)
 - **une tranche 3** (= pénalités) de 0,20 UT/m³ pour tout volume consommé au-delà du quota unitaire ;

Une progressivité de l'augmentation des tarifs est instituée sur 5 ans, pour les prélèvements identifiés sur les tronçons « Arros Amont », « Arros Aval » et « Estéous » selon les tableaux suivants :



Arros Amont

En UT	2024	2025	2026	2027	2028 et ultérieur
Terme fixe forfaitaire	25,49	34,29	43,10	51,90	36,0000
Terme fixe proportionnel					0,0130
Tranche 1	0,0026	0,0052	0,0078	0,0104	0,0130
Tranche 2	0,0050	0,0100	0,0150	0,0200	0,0250
Tranche 3	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000

• Arros Aval

En UT	2024	2025	2026	2027	2028 et ultérieur
Terme fixe forfaitaire	38,86	44,32	49,78	55,24	36,0000
Terme fixe proportionnel					0,0130
Tranche 1	0,0026	0,0052	0,0078	0,0104	0,0130
Tranche 2	0,0050	0,0100	0,0150	0,0200	0,0250
Tranche 3	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000

• Estéous

En UT	2024	2025	2026	2027	2028 et ultérieur
Terme fixe forfaitaire	60,56	61,24	61,93	62,61	36,0000
Terme fixe proportionnel					0,0130
Tranche 1	0,0026	0,0052	0,0078	0,0104	0,0130
Tranche 2	0,0050	0,0100	0,0150	0,0200	0,0250
Tranche 3	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000	0,2000



ARTICLE 8. PRISE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet à compter du jour de sa signature.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

L'ensemble des autres dispositions contractuelles du contrat conclu le 21 décembre 2023 demeure inchangé.

ARTICLE 10. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les Parties reconnaissent et acceptent que, conformément aux dispositions des articles 1366 et suivants du Code civil, la convention et ses éventuels avenants signés par signature électronique auront la même force probante que les documents signés sur support papier, en particulier, de manière non limitative, quant à l'existence, l'origine, le contenu, l'envoi et la date de signature de cette convention ou des éventuels avenants, et que la version électronique constitue la convention originale.

Les Parties s'engagent à utiliser une solution de signature électronique fournie par un prestataire de services certifié conforme à la réglementation en vigueur.

Pour Rives & Eaux du Sud-Ouest,

Pour l'Institution Adour,

Willy LUIS
Directeur général

Paul CARRERE
Président



CONVENTION DE SERVICE

RIVES
EAUX
DU SUD-OUESTDURABLE
DE L'EAU

N° de contrat :

Milieu :

Souscripteur :

N° Client :

Il est préalablement exposé :

Tout au long des rivières dont le débit à l'étiage est insuffisant, l'Administration est amenée à réglementer la délivrance des autorisations de prélèvement d'eau pour l'irrigation compte tenu des contraintes de salubrité publique et des droits des tiers. A ce titre les zones ci-dessous sont classées en ZRE, zone de répartition des eaux, dite en déséquilibre quantitatif au sens du SDAGE Adour Garonne.

Pour pallier l'insuffisance du débit d'étiage de l'Adour, du Gabas, des Lees, du Louet, du Bahus, du Louts, du Luy de France, du Luy de Béarn, du Bouès, de l'Arros, de l'Esteous, du Midour, de la Riberette et de la Douze, l'INSTITUTION ADOUR a réalisé les barrages du Louet, Brousseau, Lourden, Renung, Fargues, Miramont, Gabas, Coudures, Hagetmau, Balaing, Ayguelongue, Tillac, Cassagnaou, Arrêt Darré, Maribot, Bourges, Lapeyrie, Saint Jean, Charros, Arthez, Tailluret destinés au soutien d'étiage sur ces rivières.

Rives & Eaux du Sud-Ouest (CONCESSIONNAIRE), aux termes du contrat de concession signé le 21 décembre 2023 est concessionnaire de l'INSTITUTION ADOUR. A ce titre, le concessionnaire assure la gestion et l'exploitation des ouvrages selon les modalités administratives, techniques, financières prévues au terme du contrat concessif dans le cadre d'une convergence tarifaire à l'échelle des axes dits réalimentés de l'Adour et de ses affluents. Elle est désignée ci-après par « le gestionnaire ».

La convention de service désigne le document établi par le concessionnaire et validé par l'INSTITUTION ADOUR. Elle est passée entre, « le gestionnaire » pour le compte de l'Institution Adour, et le souscripteur, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat. Elle est conclue, sous réserve des règlements en cours ou à venir concernant la police des eaux et l'intérêt général.

Les présentes conditions définissent les obligations mutuelles du concessionnaire et du souscripteur dans le cadre de la restitution d'eau brute pour l'irrigation agricole, l'arrosage de jardins ou d'espaces verts.

1. Objet de la convention

Le service de restitution d'eau brute est réservé à l'eau agricole, à la salubrité, à l'arrosage de jardins et d'espaces verts. La convention vous permet de prélever pendant la période définie (art 1.2) un débit et un volume contractuels selon les modalités définies au présent contrat et vous permet ainsi d'obtenir une autorisation annuelle de prélèvement d'eau.

Les conditions tarifaires ont un caractère réglementaire au titre du contrat de concession de service public susmentionné.

1.1. Autorisation administrative de prélèvement

La souscription du présent contrat et la délivrance de l'autorisation administrative de prélèvement sont les conditions préalables à tout prélèvement d'eau par le souscripteur.

En vue d'obtenir de l'autorité administrative la délivrance d'une autorisation de prélèvement d'eau, le souscripteur sollicite du concessionnaire par téléphone ou par écrit un contrat définissant un volume ainsi qu'un débit de prélèvement d'eau brute. L'obtention d'un contrat est conditionnée à la disponibilité de la ressource sur le milieu impacté.

La valeur du débit et du volume autorisé, et l'identification du ou des points de prélèvement sont précisés à l'article 9.2 ci-dessous et seront transmis à l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) IRRIGADOUR en vue d'obtenir l'autorisation de prélèvement après signature du contrat par le souscripteur.

Toutefois, à tout moment, en fonction de la situation hydrologique du système, une réduction du volume autorisé peut être imposée au souscripteur.

1.2. Période de prélèvement

Le volume ainsi défini dans le présent contrat est mobilisable pendant la période d'étiage (du 1^{er} juin au 31 octobre) définissant ainsi la campagne. Ces dates peuvent être modifiées, dans les conditions de l'art 2.7, dans le cas où une réalimentation spécifique pour l'agriculture est rendue nécessaire par la situation hydrologique.

Le concessionnaire s'engage à effectuer la restitution dans les conditions prévues tant aux articles ci-après.

1.3. Qualité des eaux

L'eau restituée par le concessionnaire est brute. C'est une eau naturelle qui n'a subi aucun traitement physique ou chimique. Elle n'est donc pas destinée à la consommation humaine ou animale.

S'agissant d'eaux brutes, la responsabilité du concessionnaire ne pourra être engagée ni pour la qualité de l'eau prélevée, ni en cas de dommages résultant de l'utilisation de l'eau prélevée. Le concessionnaire est dégagé de toute conséquence résultant des qualités physiques, chimiques ou bactériologiques des eaux ou de leurs variations, ou résultant de pollution naturelle ou accidentelle des eaux.

1.4. Engagements du concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à mettre en œuvre un service de qualité garantissant notamment les prestations suivantes :

- Un service d'accueil téléphonique pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions au numéro indiqué sur votre facture.
- Une proposition de rendez-vous dans un délai de 15 jours ouvrés en réponse à toute demande pour un motif sérieux, avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 3 heures.
- Un service technique de permanence pour répondre exclusivement aux urgences concernant l'alimentation en eau des axes réalimentés 24/24h et 7/7jours.

1.5. Réclamations

Le souscripteur peut informer le concessionnaire de son mécontentement à l'égard du service de l'eau par courrier ou par courriel à reclamations@riveseteaux.fr. Le concessionnaire recontacte alors le souscripteur sous un délai maximum de 15 jours ouvrés pour apporter une réponse ou l'informer des actions entreprises.

2. Obligations du**1.6. Les déclarations**

Les outils numériques mis à la disposition du souscripteur pour ses différentes déclarations sont susceptibles d'évoluer au cours de l'exécution du contrat. Lorsqu'un nouvel outil sera disponible, le concessionnaire informera le souscripteur par courriel de l'obligation d'utiliser ce nouvel outil.

- Obligation de déclaration de l'intention d'irriguer

Le souscripteur a l'obligation de déclarer chaque intention d'irriguer dans le délai prévu aux clauses particulières (en fonction de sa situation géographique) par SMS ou via l'application dédiée « Intention Irrigation ». Des pénalités contractuelles seront appliquées en cas de refus d'utilisation des outils mis à disposition (cf. art. 6.2)



Envoyé en préfecture le 16/07/2025

Reçu en préfecture le 16/07/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20250423-250423H2221H1-DE

- **Obligation de déclaration du relevé d'index**

Le souscripteur ne disposant pas de système de comptage communicant fourni en location par le concessionnaire a l'**obligation** de déclarer son relevé d'index à chaque demande spécifique du concessionnaire, dans un délai de 8 jours à compter de cette demande. Sur demande expresse du concessionnaire, les index de consommation, au pas de temps mensuel, sont également transmis pour le suivi des autorisations. A défaut de déclaration dans le délai ci-dessus de l'index, le gestionnaire appliquera les mesures conformément à l'article 6.2 (pénalités) du présent contrat.

A défaut de déclaration dans le délai précité de l'index de fin de campagne (art 1.2), le concessionnaire appliquera les mesures conformément à l'article 6.2 (pénalités) du présent contrat.

1.7. Contrat

Au jour de la souscription et pendant toute la durée du contrat, le souscripteur s'engage à être titulaire d'un titre ou d'un droit sur la parcelle sur laquelle est installée son compteur.

Le souscripteur a l'interdiction de céder son contrat. Le présent contrat est conclu intuitu personae sous peine de pénalité à l'article 6.2 du présent document.

1.8. Changement d'adresse et de coordonnées

En cas de changement d'adresse et/ou de coordonnées, le souscripteur doit en informer immédiatement le concessionnaire par tout moyen à sa convenance.

1.9. Changement d'exploitant

En cas de mutation de propriété, de vente du fonds, de mise en location, ou de changement d'exploitant, définitif ou provisoire, le souscripteur s'engage à le signaler au concessionnaire par écrit, dans les meilleurs délais, en joignant les justificatifs attestant du changement. A défaut de signalement par le souscripteur d'un tel changement à le concessionnaire, il demeure le seul souscripteur pour le concessionnaire et reste tenu au paiement des factures. Il appartiendra au successeur de faire diligence pour conclure un nouveau contrat avec le concessionnaire.

1.10. Modification du point de prélèvement

Le souscripteur a l'obligation d'informer le concessionnaire par courriel ou courrier en cas de modification du point de prélèvement, dans les meilleurs délais. Le souscripteur doit fournir à cette occasion la géolocalisation du nouveau point de prélèvement à le concessionnaire afin d'en informer l'Administration.

1.11. Modification des quantités souscrites

Dans le cas où le souscripteur envisage une modification de sa souscription (débit, surface, volume) modifiant ses volumes autorisés pour l'année suivante, il ne pourra utiliser les nouvelles valeurs de débit et ou des volumes qu'après signature de la nouvelle convention de service reprenant les conditions particulières modifiant le débit et ou les volumes, et sous réserve de la notification par l'Administration au de la nouvelle autorisation.

1.12. Mesure de la consommation

La consommation du souscripteur fait l'objet d'un comptage sur la période dite d'étiage selon les index enregistrés aux dates correspondantes qui peuvent éventuellement être modifiées après accord des instances idoines. La consommation est enregistrée par un compteur dont la précision est conforme aux textes réglementaires en vigueur.

1.13. Responsabilité du compteur et dysfonctionnement

Le souscripteur, en tant que locataire du compteur et ou du système de télérelève mis à sa disposition et placé sous sa garde devra en faire un usage conforme au contrat. Le concessionnaire, en tant que propriétaire du compteur et ou du système de télérelève, peut procéder à la vérification des équipements aussi souvent qu'elle le juge utile, sans frais pour le souscripteur. Le souscripteur s'engage à laisser au concessionnaire un accès libre aux compteurs en tout temps. Le souscripteur s'engage notamment à ne pas édifier de clôture ou autre construction autour du compteur qui en interdirait l'accès. Il lui incombe notamment d'en assurer la protection contre le gel ou l'inondation en effectuant les manœuvres prévues à cet effet. Les détériorations causées au compteur et ou système de télérelève seront réparées par le concessionnaire aux frais du souscripteur, quitte pour

ce dernier à exercer éventuellement un recours contre le responsable des dégradations.

En cas de résiliation du présent contrat, le concessionnaire prendra contact avec le souscripteur afin de convenir des modalités de récupération du compteur loué, propriété du concessionnaire. En cas de non restitution dans le délai d'un (1) mois une facture du montant du compteur sera émise. Le souscripteur a l'obligation de prévenir le concessionnaire par courriel à compteurs@riveseteaux.fr, dès qu'il constate un dysfonctionnement de cet équipement. Lorsque celui-ci est loué, le concessionnaire procède à son remplacement ou à sa réparation dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas pendant la période qui s'étend entre le précédent relevé de compteur et la réparation ou la mise en place du nouvel appareil, la consommation sera estimée d'un commun accord entre le concessionnaire et le souscripteur, en fonction du matériel d'irrigation utilisé.

1.14. Droit des tiers usagers

Le souscripteur a l'obligation de maintenir en tout temps dans le cours d'eau au droit ou à l'aval immédiat de l'ouvrage le débit minimal prévu à l'article L214-18 du code de l'environnement.

3. Obligations du concessionnaire

1.15. Continuité de la fourniture du service

Tout défaut de fourniture du service par le concessionnaire sera présumé avoir pour cause des circonstances exceptionnelles impératives ou un cas de force majeure. Si le fonctionnement du service l'impose, un service réduit pourra être instauré, après concertation avec les partenaires, pour assurer une desserte équitable des souscripteurs. En outre, dans le cadre de la gestion débitmétrique concertée, les commissions de gestion, composées de représentants des usagers, peuvent décider de mesures de restrictions volontaires anticipées indépendamment (ou non) des mesures de restriction qui peuvent être prises par arrêté préfectoral.

Dans les deux cas, une communication au souscripteur sera faite par SMS, ou par courriel, dans les plus brefs délais.

En cas de restriction aucune réduction tarifaire ne sera appliquée. La responsabilité du concessionnaire ne pourra en aucun cas être engagée en cas de perte d'exploitation du souscripteur liée à un défaut de fourniture du service.

1.16. Confidentialité des données personnelles

Dans le strict respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles, et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, le concessionnaire est amené à collecter et à traiter les données personnelles du dans le cadre de l'exécution des services souscrits. Le concessionnaire s'engage à faire son affaire des éventuelles déclarations légales nécessaires, notamment des déclarations auprès de la commission nationale informatique et libertés en cas de données nominatives et plus généralement du respect des dispositions de la loi « informatiques et libertés » du 6 janvier 1978.

Le souscripteur est informé et accepte que des renseignements personnels soient collectés, fassent l'objet de traitements, et soient intégrés aux fichiers correspondants du concessionnaire, ce dernier étant titulaire et responsable de ces fichiers pendant l'exploitation.

Ces traitements ont pour finalités :

- L'exécution du présent contrat et notamment la délivrance du service souscrit ;
- Le fonctionnement du compteur communicant, qui nécessite la transmission des données de consommation du souscripteur à l'opérateur de réseau, au concessionnaire, au concédant et éventuellement au fournisseur de compteur communicant ;
- La transmission à l'OUGC du présent contrat afin que l'OUGC puisse procéder à la demande d'autorisation de prélèvement auprès des services de l'Etat. Sont notamment transmis à l'OUGC : nom, prénom, adresse, volume demandé, point de pompage, les index des compteurs, le numéro du compteur, les caractéristiques du compteur. Les index mensuels de



consommation sont également transmis pour le suivi des autorisations. La mise en œuvre de services complémentaires grâce à un compteur communicant tels que : une alerte de surconsommation, une alerte de fuite, le suivi de votre consommation.

- L'établissement de statistiques en vue d'améliorer le service rendu.

Hormis le cas où le traitement des données personnelles est nécessaire à l'exécution du présent contrat, à l'intérêt légitime du concessionnaire ou au respect d'une obligation légale, le concessionnaire traitera les données personnelles du souscripteur uniquement s'il y a consenti, de manière libre, expresse, spécifique, éclairée et univoque. Aucune information n'est communiquée à des tiers à des fins commerciales sans accord préalable de la part du souscripteur.

Pour la parfaite information du souscripteur, dans le cadre de l'exécution du service, le concessionnaire peut être amené à communiquer à des tiers les données personnelles du souscripteur après les avoir anonymisées.

Par ailleurs, le concessionnaire peut être amené à communiquer à des tiers (administrations, Etat, collectivités, concédant, OUGC...) sur leur demande, les caractéristiques de la desserte de ses souscripteurs.

Dans les modalités prévues par la réglementation applicable, le souscripteur peut accéder aux données le concernant, les rectifier, demander leur effacement ou leur portabilité ou exercer son droit à la limitation du traitement de ses données.

Le souscripteur peut retirer à tout moment son consentement au traitement de ses données, ou encore s'opposer au traitement de ses données. Le souscripteur dispose également du droit de définir des directives post-mortem concernant ses données personnelles.

L'ensemble de ces droits peut être exercé par le souscripteur du concessionnaire en s'adressant au délégué à la protection des données personnelles, ou pour toute question sur ce traitement de ses données, par courriel à l'adresse suivante : dpo@riveseteaux.fr.

Le souscripteur dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle telle que la CNIL.

Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées au-delà de la durée strictement nécessaire à l'accomplissement de leur finalité. A l'issue, toutes les données seront supprimées ou anonymisées et archivées conformément aux dispositions en vigueur, et notamment celles prévues par le code de commerce, le code civil, et le code de la consommation.

4. Durée du contrat et résiliation

L'année contractuelle commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Le contrat prend effet à compter du 1^{er} janvier ou à compter de sa date de signature si cette signature intervient à une date postérieure. Il est renouvelable chaque année par tacite reconduction sans toutefois ne pouvoir excéder le 31 décembre 2033. Dans tous les cas le contrat prend fin au plus tard à l'échéance de la concession entre le concessionnaire et le concédant. Toute année commencée est due et oblige le souscripteur au paiement de la totalité des redevances pour l'année en cours.

Le présent contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties sans motif avant le 31 décembre de chaque année par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation interviendra de plein droit en cas de refus de délivrance ou de retrait de l'autorisation administrative de prélèvement par l'administration.

5. Éléments tarifaires

En contrepartie de la fourniture du service par le concessionnaire, le souscripteur lui verse une redevance annuelle calculé comme suit :

Tarif de l'eau = $(Q \times P1) + (N \times P2) + PV$

Soit Tarif de l'eau = $Q \times (TFF + TFP) + N \times (TL + TT) + \sum (UTn \times Vn)$

P1 = Terme fixe forfaitaire (**TFF**) + Terme fixe proportionnel (**TFP**) indiqué aux articles 5.1.1 et 5.1.2 ;

N = nombre de compteurs

Q = quantité ou surface particulières ;

P2 = Unité tarifaire

télécommunication (**TT**) indiqués à l'article 5.2.1 de la convention de service en fonction du diamètre du compteur (le cas échéant) ;

PV (part variable) = somme des produits du volume consommé de la tranche (**V**) par l'unité tarifaire de la tranche (**UT**) indiquée selon la tranche correspondante à l'article 5.1.3.

5.1. Structure tarifaire

La tarification est composée de plusieurs redevances :

- Deux **redevances fixes** composées des parts n° 1 (abonnement) et n°2 (location compteur et ou frais de communication) détaillées ci-dessous.
- Une **redevance variable** complémentaire à la part n°1, correspondant à la consommation relevée multipliée par le coefficient de la tranche concernée.

Toutes les redevances font l'objet d'une révision annuelle conformément à la formule précisée aux articles 5.2.2 et 5.2.3 du présent document.

5.1.1. Part n° 1 : abonnement (**P1**)

L'abonnement proportionnel à la souscription du contrat, établie en volume (m³) ou en surface (ha), comprend un **terme fixe forfaitaire (TFF)** et d'un **terme fixe proportionnel (TFP)** au quota défini par sous bassin dont les éléments sont précisés dans le tableau suivant. Sur les axes Arros et Estéous, l'homogénéisation du tarif sera atteinte par une progressivité sur 5 ans conformément aux éléments présentés en commission et précisés dans les tableaux joints.

5.1.2. Part n°2 Tarifs Location du compteur et/ou frais de communication (**P2**)

Le concessionnaire loue le compteur au souscripteur au tarif de 65 UT (jusqu'au diamètre 65), 75 UT pour les diamètres 80 et 100 et 95 UT pour les diamètres au-delà. Le tarif de la transmission/communication est de 20 UT/an et par compteur en sus de la location. Toutefois, en cas de souscription du contrat par une structure collective, et sous réserve que l'installation de la structure ne permette pas la location d'un compteur, la structure collective peut alors fournir son propre compteur avec accord du concessionnaire. Le cas échéant, ce dernier se charge d'assurer la fonction « communicante » du compteur, seuls les frais de communication seront alors à charge du souscripteur.

5.1.3. Part variable : Consommation et dépassement de quota (**PV**)

La redevance variable comprend des parts variables à la consommation. Celle-ci correspond au volume prélevé pendant la campagne (cf. article 1.2). Cette redevance varie par tranche dont les valeurs et les tarifs sont définis dans le tableau suivant.

En cas de dépassement de la consommation par rapport au volume autorisé sur la période, un tarif dissuasif, précisé dans le tableau ci-dessous comme tranche 3, sera appliqué par mètre cube de dépassement observé. En cas de réduction imposée de la consommation, dans les conditions mentionnées par l'article 1.1, le dépassement du nouveau volume autorisé sera également facturé selon le tarif dissuasif précité.

Le concessionnaire rappelle à ses souscripteurs la nécessité d'une consommation d'eau respectueuse de la préservation de l'environnement.

5.1.4. Tableau des éléments tarifaires

Axes (souscription à l'ha)	Part n°1 (UT/ha)		Parts variables (UT/m3)		
	Terme fixe forfaitaire	Terme proportionnel au quota	Tranche 1 (≤ 60% du quota)	Tranche 2 (> 60% du quota)	Tranche 3 > au quota
Louet	36.00	1720x0.013	0.013	0.025	0.20
Adour moyen	36.00	1800x0.013	0.013	0.025	0.20
Miramont	36.00	1500x0.013	0.013	0.025	0.20
Gabas	36.00	1800x0.013	0.013	0.025	0.20
Lees de Garlin	36.00	1800x0.013	0.013	0.025	0.20



El (010534766) : Indice de prix de production de l'industrie française
marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises
ayant souscrit un contrat

La détermination de la valeur de la redevance pour l'année contractuelle considérée sont ceux du mois de janvier de l'année de facturation, ou à défaut les derniers connus et publiés à la date de première facturation de l'année.

Dans l'hypothèse où les indices ne seraient plus publiés, le concessionnaire en substituerait de nouveaux en référence aux séries officiellement publiées et en relation directe avec l'objet du contrat. Cette substitution interviendrait sans changement de la structure, ni du niveau des tarifs et serait portée à la connaissance du souscripteur et s'imposera à lui.

Révision annuelle de la part 1 et de la part variable

Les tarifs des différentes redevances ci-dessus définies pour la part 1 (art 5.1.1) et la part variable (art 5.1.3) sont révisés chaque année selon la formule suivante, conformément au contrat de CSP signé en date du 21/12/2023 :

$$UT_n = UT_0 [0.17 + 0.45 \frac{ICHT - IME_n}{ICHT - IME_0} + 0.27 \frac{FSD2_n}{FSD2_0} + 0.11 \frac{El_n}{El_0}]$$

La première révision aura lieu pour le calcul de la facturation 2025.

5.2.2. Révision annuelle location compteur

Le tarif de location des dispositions de comptage tel que défini à l'article 5.1.2, est révisé annuellement selon la formule suivante, conformément au contrat de CSP signé en date du 21/12/2023 :

$$UT_n = UT_0 [0.17 + 0.5 \frac{ICHT - IME_n}{ICHT - IME_0} + 0.33 \frac{FSD2_n}{FSD2_0}]$$

La première révision aura lieu pour le calcul de la facturation 2025, et la valeur UT_0 2024 est égale à 1 (un).

6. Manquement et pénalités

6.1. Manquement

Tout manquement aux présentes conditions de service met le concessionnaire en droit de percevoir les pénalités prévues à l'article 6.2 ci-après, indépendamment des poursuites judiciaires qui pourraient être engagées ou de résilier le présent contrat.

6.2. Pénalités

Tout manquement, fraude ou acte réalisé grâce à des procédés déloyaux, sera assortie, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 15 jours, des pénalités suivantes :

- Pour toute violation des dispositions du présent contrat, notamment usage de l'eau non conforme, et cession d'eau à un tiers : tarif de l'abonnement multiplié par trois (3) ;
- Pour fraude à la consommation, rupture frauduleuse du plombage du compteur : tarif de l'abonnement multiplié par trois (3) et réduction définitive de la souscription de 20% si récidive ;
- Pour dégradation par malveillance du compteur loué par l'irrigant : dix (10) fois la valeur de la location annuelle du compteur et prise en charge des frais de remplacement ;
- Pour non-déclaration d'index dans le délai prévu à l'article 2.1 des présentes conditions générales : la facturation sera réalisée en appliquant le double du tarif de chaque terme sur la base du volume autorisé.

En cas de récidive, ces manquements pourront également entraîner, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 15 jours, la résiliation du contrat par le concessionnaire. Le concessionnaire informera alors l'OUG et l'Administration de cette résiliation. Les frais de retrait du compteur loué et/ou du module de communication seront à la charge du souscripteur.

En cas de non-utilisation des outils d'aide à la gestion, et cela après trois (3) relances du gestionnaire, une réduction provisoire de volume autorisé de 10% sera appliquée au contrat. En cas de récidive 2 années successives, la

Axes (souscription à l'ha)	Part n°1 (UT/ha)		Parts variables (UT/m ³)		
	Terme fixe forfaitaire	Terme proportionnel au quota	Tranche 1 (≤ 60% du quota)	Tranche 2 (> 60% du quota)	Tranche 3 > au quota
Lees de Lembeye	36.00	1800x0.013	0.013	0.025	0.20
Lees d'Urost	36.00	1800x0.013	0.013	0.025	0.20
Lees réunis	36.00	1800x0.013	0.013	0.025	0.20
Coudures	36.00	1800x0.013	0.013	0.025	0.20
Louts	36.00	1500x0.013	0.013	0.025	0.20
Luy de Béarn	36.00	1500x0.013	0.013	0.025	0.20
Luy de France	36.00	1500x0.013	0.013	0.025	0.20
Arros (2028 à 2033)	36.00	1900x0.013	0.013	0.025	0.20
Estéous (2028 à 2033)	36.00	2100x0.013	0.013	0.025	0.20

Progressivité des tarifs de 2024 à 2028 sur les axes Arros et Estéous pour atteindre l'homogénéisation avec les autres secteurs en 2028

Progressivité tarifaire sur les Axes Arros et Estéous (souscription à l'ha)	Part n°1 (UT/ha)	Parts variables (UT/m ³)		
	Progressivité de la part fixe 1 sur les 4 premières années (2024 à 2027)	Tranche 1 (≤ 60% du quota)	Tranche 2 (> 60% du quota)	Tranche 3 > au quota
Arros Amont (rappel tarif 2024)	25.49	0.0026	0.005	0.20
Arros Amont (2025)	34.29	0.0052	0.01	0.20
Arros Amont (2026)	43.10	0.0078	0.015	0.20
Arros Amont (2027)	51.90	0.0104	0.02	0.20
Arros Aval (rappel tarif 2024)	38.86	0.0026	0.005	0.20
Arros Aval (2025)	44.32	0.0052	0.01	0.20
Arros Aval (2026)	49.78	0.0078	0.015	0.20
Arros Aval (2027)	55.24	0.0104	0.02	0.20
Estéous (rappel tarif 2024)	60.56	0.0026	0.005	0.20
Estéous (2025)	61.24	0.0052	0.01	0.20
Estéous (2026)	61.93	0.0078	0.015	0.20
Estéous (2027)	62.61	0.0104	0.02	0.20

Tarification sur les axes Midour, Riberette et Douze

Axes (souscription au m ³)	Terme proportionnel au volume souscrit UT/m ³	Parts variables (UT/m ³)		
		Tranche 1 (≤ 60% du quota)	Tranche 2 (> 60% du quota)	Tranche 3 > au quota
Midour	0.029	0.013	0.025	0.20
Douze	0.029	0.013	0.025	0.20
Riberette	0.029	0.013	0.025	0.20

5.2. Révisions annuelles

5.2.1. Définition des indices :

Les indices retenus pour les formules de révision sont :

ICHT-IME : indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques, avec ICHT-IME₀ définie au mois de janvier 2024 ;

FSD2 : indice des frais et services divers – modèle de référence n°2, avec FSD2₀ définie au mois de janvier 2024 ;

perte du volume de 10%, correspondant à la baisse de 10% effectuée la 1^{ère} année, sera définitive.

7. Paiement de la redevance

7.1. Facturation

Le souscripteur est facturé deux fois par an :

- 50 % de la part 1 et de la part 2 définies à l'art 5.1.1 et à l'art 5.1.2 au 1^{er} d'avril et le solde au 1^{er} novembre ;
- 100 % de la part variable définie à l'art 5.1.3., et pénalité s'il y a lieu, au 1^{er} novembre.

7.2. Envoi des factures et responsabilité du paiement

Les factures sont établies au nom du souscripteur.

En cas de défaut de paiement, seul le souscripteur, titulaire du contrat, est responsable du paiement des factures.

7.3. Règlement des factures et modalités de paiement

Le délai maximum de paiement de la redevance est de 30 jours suivant la date d'émission de la facture. Le paiement des factures peut être effectué par chèque, virement bancaire, prélèvement automatique, et par tout autre moyen.

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont majorées, lors de la facturation, de la TVA et des charges fiscales ou redevances éventuellement applicables au service de l'eau.

7.4. Retard dans les paiements

Tout retard de paiement entraîne :

- Pour les souscripteurs professionnels privés :

A partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le souscripteur est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de dix points de pourcentage. En outre, tout retard de paiement entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante Euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

- Pour les collectivités et personnes morales publiques :

A partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le souscripteur est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de huit points de pourcentage. En outre, tout retard de paiement entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante Euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

- Pour les agriculteurs et les souscripteurs particuliers :

A partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le souscripteur est redevable de plein droit des intérêts de retard sur les sommes dues à hauteur du taux d'intérêt légal en vigueur.

7.5. Résiliation en cas de non-paiement

En cas de non-paiement ou de retard systématique dans le paiement des factures la résiliation de ce contrat interviendra de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant réception du courrier de mise en demeure resté sans effet.

8. Définition des conditions particulières de souscription

8.1. N° de contrat :

8.2. Le Souscripteur

Nom :

Raison sociale :

Adresse :

Adresse mail :

Numéro téléphone :

Envoyé en préfecture le 16/07/2025

Reçu en préfecture le 16/07/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20250423-250423H2221H1-DE



8.3. Définition de la souscription et lieux de prélèvements

La présente convention porte sur souscription d'une surface de ha soit un volume souscrit dem3 , avec un débit maximal du prélèvement de : l/s soit m3/h, sous réserve de l'application de l'article 6.1.

Commune (Dpt)	Lieu-dit

Numéro de compteur	Loué	Transmission

8.4. Matériel utilisé

La présente souscription vaut pour le matériel ci-dessous désigné :

Matériel utilisé	Type	Débit

8.5. Groupement de souscripteur

N°

Nom et prénom

Quantité souscrite :

9. Conditions d'application

9.1. Signature du contrat

Par la signature de ce contrat, le souscripteur déclare avoir pris connaissance des articles ci-dessus, qui constitue la base de la convention passée entre lui et Rives & Eaux du Sud-Ouest, concessionnaire et les accepter sans réserve.

Toute mention, ajout, suppression, rature manuscrite ou numérique par le souscripteur sur la présente convention de service est considéré comme nul et non avenue.

La fourniture du service est conditionnée au renseignement dans leur intégralité des conditions particulières, art. 8 du présent document et à la signature de la présente convention de service.

9.2. Modification du contrat

La présente convention de service peut être modifiée par voie d'avenant. En cas de modification à la demande du souscripteur, des frais de gestion tels que mentionnés à l'article 5.1.3 seront appliqués.

En cas de transfert d'autorisation, le nouveau souscripteur, aura 15 jours pour retourner signées la convention de service au concessionnaire sans quoi ce dernier demandera le retrait de l'autorisation administrative de prélèvement.

Le souscripteur (lu et accepté) :

Fait à le/...../.....

Pour Rives & Eaux du Sud-Ouest, concessionnaire :